

## IMPACT DU CONTEXTE GÉOPOLITIQUE ET ÉCONOMIQUE ACTUEL SUR L'ACTIVITÉ DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

Dans le cadre de ses missions, la CERC PACA publie tout au long de l'année des bulletins de conjoncture de la filière Construction, établis à partir de données collectées auprès de différents ministères, des organisations professionnelles, de l'INSEE et des enquêtes CERC. Mais ces publications ne permettent pas de rendre compte totalement de l'impact du contexte économique et géopolitique actuel sur l'activité de la filière, les données utilisées donnant surtout une vision macro-économique.

La CERC PACA est donc mobilisée pour adapter ses outils à ce contexte particulier. En complément de nos publications habituelles de conjoncture, nous proposons cette note synthétique qui agrège plusieurs indicateurs économiques et qualitatifs, certains recueillis directement auprès des acteurs économiques de la région, afin de rendre compte au mieux des inquiétudes et des difficultés rencontrées sur le terrain par les entreprises, les donneurs d'ordre et les fournisseurs de matériaux. Elle sera actualisée périodiquement en fonction de l'évolution de la situation.

### Un contexte économique et géopolitique incertain

#### Le premier semestre 2022 placé sous le signe de l'inflation et de la pénurie des matières premières

Dans le sillage d'une nette reprise économique post-pandémie, la fin d'année 2021 a été marquée par une forte hausse des coûts des matériaux et des matières premières, ainsi que par des ruptures de chaînes d'approvisionnement de plus en plus fréquentes. Ces difficultés s'accroissent au premier semestre 2022.

- L'inflation notamment s'accélère en France : +5,8% en juin 2022 selon l'INSEE (plus haut niveau atteint depuis 1985), soit +3 points en 6 mois. Et elle devrait encore grimper dans les prochains mois puisque l'INSEE table sur un taux proche de +7% en septembre.
- À cette inflation s'ajoute une hausse du coût du travail portée par trois revalorisations du Smic en moins d'un an (sans compter une nouvelle hausse prévue le 1<sup>er</sup> août 2022). En conséquence, les coûts de production s'envolent pour les entreprises, un phénomène auquel n'échappe évidemment pas le secteur de la Construction. Pour preuve, tous les index du BTP (*ces index, fournis tous les mois par l'INSEE, résument l'ensemble des coûts d'une entreprise moyenne du BTP*) s'affichent en hausse depuis plus d'un an, enregistrant même une accélération sur les deux-trois derniers mois. Ce renchérissement des coûts de production fragilise la santé financière des entreprises.
- Enfin, les difficultés d'approvisionnement se renforcent également ce début d'année avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, le confinement strict en Chine et une demande mondiale qui ne se tarit pas. Ainsi, d'après l'enquête de conjoncture menée en avril 2022 par l'INSEE, **39%** des entreprises du Bâtiment pointent des difficultés d'approvisionnement ce printemps, un niveau inédit qui poursuit sa tendance haussière (+9 points par rapport à janvier 2022).

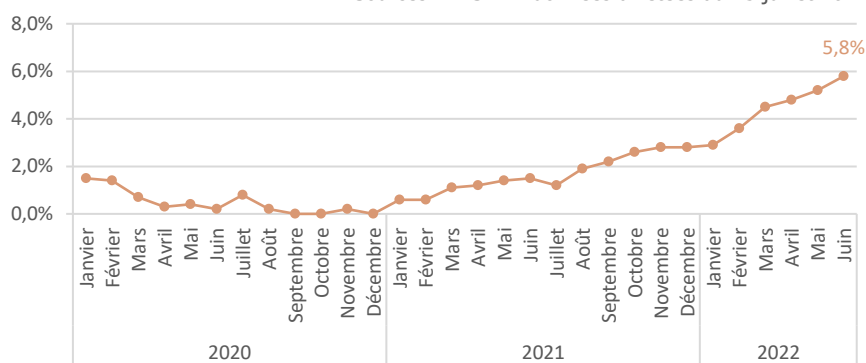
#### L'inquiétude domine pour les semaines à venir

Malgré ces difficultés, le climat des affaires s'affiche encore à un niveau satisfaisant à fin juin 2022 dans la Construction : selon la Banque de France, le PIB du secteur n'a en effet que légèrement reflué au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 en France (-0,3% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021) et a même progressé en mai et juin.

Mais l'institution publique, comme l'INSEE, note une montée des inquiétudes chez les entreprises. Une tendance confirmée par l'enquête flash que nous avons menée la première quinzaine de juillet auprès d'entreprises de la Construction adhérentes aux fédérations départementales du Bâtiment et des Travaux Publics (FBTP) et de la CAPEB : si les effets à court-terme de la guerre en Ukraine semblent moins inquiétants aujourd'hui qu'au début du conflit, avec notamment une activité qui reste dynamique et des carnets de commandes qui ne désaffectent pas, la rentrée s'annonce incertaine entre les difficultés de recrutement, une demande prudente et attentiste et surtout une perte de trésorerie dans un contexte d'inflation continue.

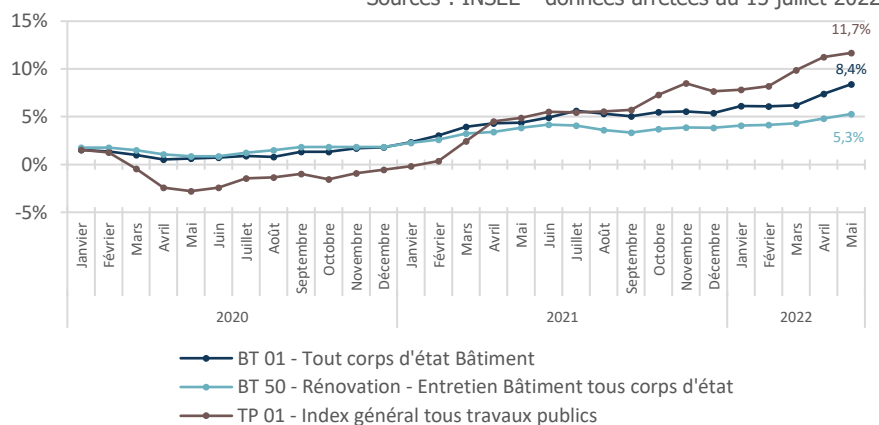
#### Évolution du taux d'inflation en France

Sources : INSEE – données arrêtées au 15 juillet 2022



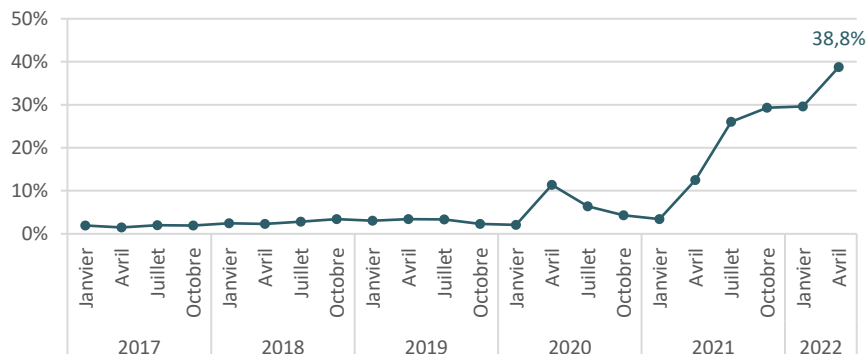
#### Évolution sur un an des index BT01, BT50 et TP01 en France

Unités : évolution par rapport à n-1 en base 100 à janvier 2010  
Sources : INSEE – données arrêtées au 15 juillet 2022



#### Pourcentage d'entreprises du Bâtiment limitées dans leur production en raison de difficultés d'approvisionnement en France

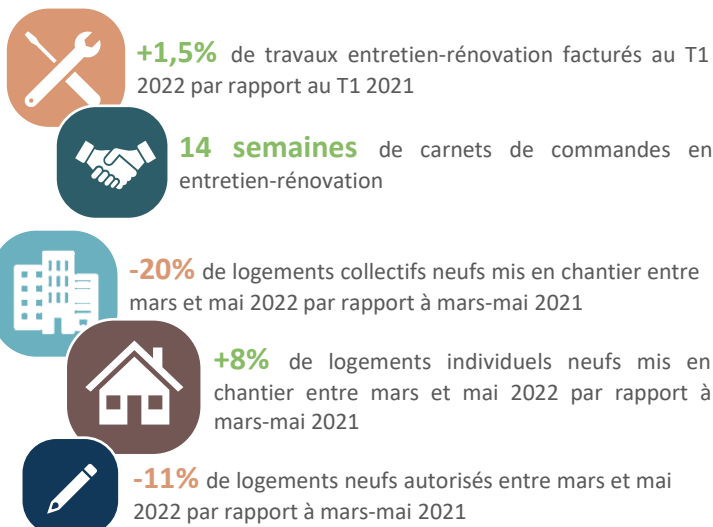
Sources : INSEE – données arrêtées au 9 mai 2022





## La situation économique des entreprises du Bâtiment

### Un niveau d'activité qui commence à marquer le pas...



- Dans l'entretien-rénovation, l'activité reste au vert au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Le volume de travaux facturés progresse en effet de +1,5% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, alors que les carnets de commande n'ont jamais été aussi pleins (14 semaines à fin mars 2022, soit 2,5 semaines de plus qu'un an plus tôt). De fait, 82% des entreprises du Bâtiment estiment leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, plus haut niveau de satisfaction atteint depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Malgré cela, le solde d'opinion sur leur activité entretien-rénovation future reste plutôt faible (+1), signe d'une inquiétude qui persiste pour le moyen/long-terme.
- Dans le neuf en revanche, les mises en chantier de logements amorcent un déclin depuis avril après un 1<sup>er</sup> trimestre 2022 bien orienté : -9% de logements commencés entre mars et mai 2022 par rapport à la même période un an plus tôt, soit une perte de près de 40 points en deux mois. Ce décrochage est surtout porté par le segment collectif, qui cède 20% de mises en chantier en un an. Et les perspectives ne sont pas non plus au beau fixe puisqu'après un premier trimestre boosté par l'anticipation de la RE 2020, les demandes d'autorisations marquent le pas, tant dans le collectif (-16%) que dans l'individuel (-2%).

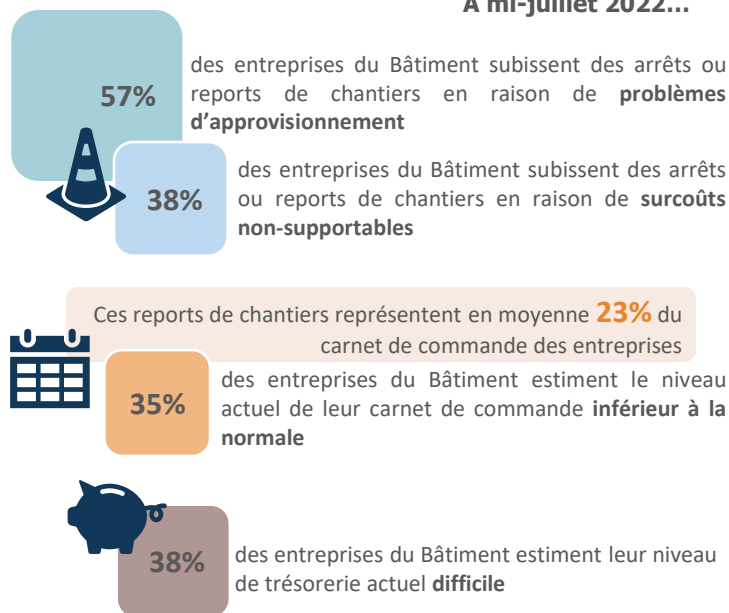
### ... et un « ressenti terrain » qui fait remonter des difficultés persistantes

Face au contexte économique et géopolitique actuel, la situation commence à se complexifier sur le terrain d'après les résultats de notre enquête flash. Ainsi, à la mi-juillet, **deux entreprises du Bâtiment de la région sur trois** indiquent subir des reports ou des arrêts de chantiers en raison de problèmes d'approvisionnement ou de surcoûts non-supportables. Dans le détail, ce sont les entreprises du Second Œuvre qui semblent le plus impactées (69% indiquent subir des arrêts ou reports de chantiers, contre 58% pour le Gros Œuvre), les chantiers les plus concernés par ces reports étant les installations d'appareils de chauffage/climatisation et les travaux de menuiserie extérieure métallique, bois, PVC devant le Gros Œuvre.

Ces arrêts de chantiers commencent à impacter l'activité des entreprises puisqu'ils représentent en moyenne **un quart** de leur carnet de commandes, alors même qu'**un tiers** des entreprises interrogées estiment le niveau actuel de leur carnet de commandes déjà inférieur à la normale. De plus, des délais de livraison devenus trop importants ou des surcoûts non supportables poussent parfois les clients à annuler des chantiers : **63%** des entreprises interrogées disent en effet subir des annulations de chantiers de la part de leurs clients. Ces difficultés à terminer les chantiers se ressentent également à l'heure d'en engager de nouveaux, puisque **plus de la moitié** des entreprises interrogées indique être contrainte de refuser certains nouveaux contrats en prévision de difficultés d'approvisionnement ou de surcoûts.

Outre une inquiétude sur le niveau d'activité, ces arrêts de chantiers ont surtout un impact sur la trésorerie des entreprises : **38%** d'entre elles estiment en effet que leur niveau de trésorerie actuel est difficile et en train de se dégrader.

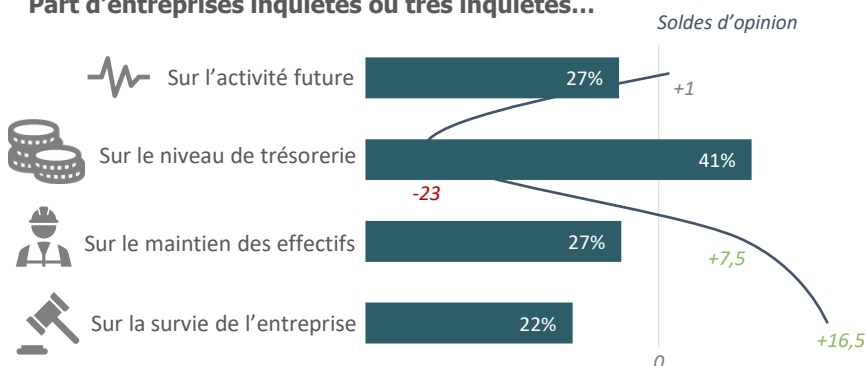
### À mi-juillet 2022...



Source : enquête Flash CERC PACA sur la base de 183 répondants

### Des inquiétudes fortes sur la trésorerie

#### Part d'entreprises inquiètes ou très inquiètes...



Source : enquête Flash CERC PACA sur la base de 183 répondants

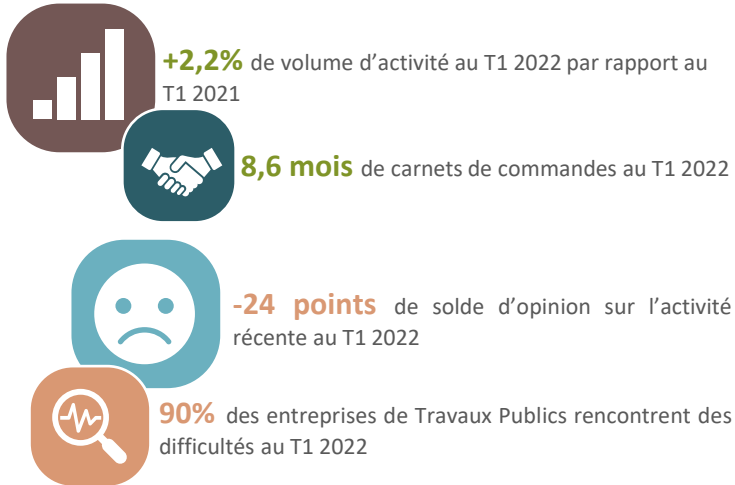
En se projetant sur les trois prochains mois, **40%** des entreprises interrogées se disent inquiètes pour le niveau de leur trésorerie ; c'est de loin l'inquiétude majeure à moyen/long-terme pour les entreprises du Bâtiment, étranglées par des coûts de production qui ne cessent d'augmenter, de l'argent frais qui peine à remplir les caisses en raison de chantiers retardés et les échéances de remboursement des dettes cumulées pendant la crise Covid (PGE, cotisations) à honorer. C'est d'ailleurs le seul item pour lequel le solde d'opinion est négatif, indiquant que les entreprises inquiètes pour leur niveau de trésorerie sont plus nombreuses que celles confiantes.

Ces difficultés financières peuvent à terme menacer la pérennité de l'entreprise, puisqu'elles sont 27% à s'inquiéter sur le maintien de leurs effectifs et 22% à s'inquiéter sur la survie de l'entreprise d'ici les trois prochains mois (avec des soldes d'opinion tout de même positifs).



## La situation économique des entreprises de Travaux Publics

### Un niveau d'activité qui reste positif au premier trimestre malgré des difficultés



Le niveau d'activité des entreprises de Travaux Publics reste bien orienté dans la région au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, avec un volume de travaux qui progresse de +2,2% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et qui atteint le niveau le plus élevé relevé pour un premier trimestre depuis 2018. Le carnet de commande s'affiche lui aussi en hausse, avec un volume qui n'a jamais été aussi élevé depuis 2018.

Malgré tout, le ressenti des entreprises de Travaux Publics sur leur activité reste mitigé, avec un solde d'opinion qui, s'il s'améliore par rapport au trimestre précédent (+5 points) reste très en-dessous de sa moyenne longue période. Ainsi, 9 entreprises de Travaux Publics sur 10 indiquent rencontrer actuellement des difficultés. L'inquiétude se situe essentiellement sur l'insuffisance de la demande, l'insuffisance en personnel et surtout sur les contraintes financières liées à la hausse des coûts de l'énergie et des matériaux (pour 30% des entreprises, soit +26 points en un an).

Dans ce contexte, l'optimisme n'est pas de mise pour le moyen-terme, puisque le solde d'opinion sur l'activité future reste négatif au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

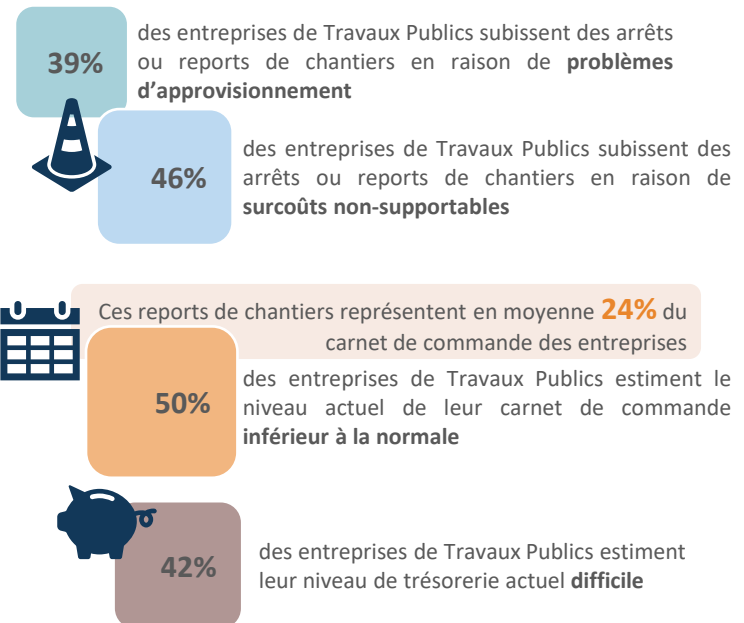
### Un « ressenti terrain » qui fait remonter des inquiétudes fortes, notamment sur la trésorerie

Ce climat plutôt maussade sur le terrain se confirme en ce début d'été. En effet, **58%** des entreprises de Travaux Publics de la région, interrogées par la CERC dans son enquête flash, indiquent subir des reports ou des arrêts de chantiers en raison de problèmes d'approvisionnement ou de surcoûts non-supportables. Si elles sont en moyenne moins nombreuses que les entreprises du Bâtiment à rencontrer des difficultés sur leurs chantiers, ces dernières semblent en revanche concerner plus largement les surcoûts que les problèmes d'approvisionnement. Cela accentue les inquiétudes des entreprises au niveau financier, puisqu'elles sont **42%** à estimer leur niveau actuel de trésorerie difficile.

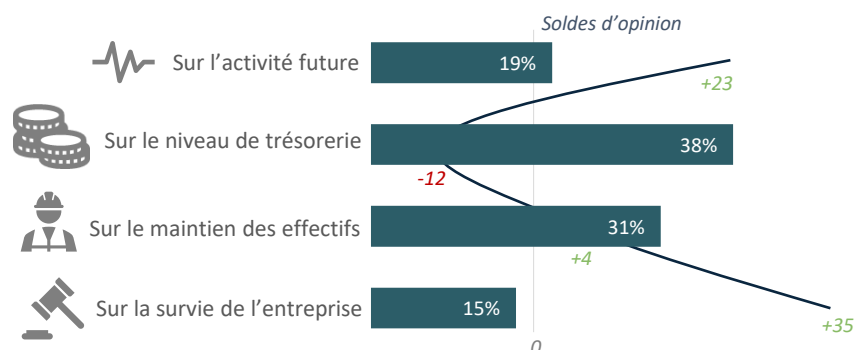
Ces arrêts de chantiers commencent à impacter l'activité des entreprises puisqu'ils représentent en moyenne **un quart** de leur carnet de commande, alors même que **la moitié** des entreprises interrogées estime le niveau actuel de leur carnet de commandes déjà inférieur à la normale.

Le « ressenti terrain » n'est donc pas au beau fixe pour les entreprises de Travaux Publics. Ainsi, si elles restent relativement confiantes pour leur niveau d'activité futur (une entreprise sur cinq s'inquiète pour le niveau d'activité d'ici les trois prochains mois, pour un solde d'opinion largement positif), elles sont toutefois **près de 40%** à être inquiètes pour le niveau de leur trésorerie à moyen-terme et **un tiers** à s'inquiéter pour le maintien de leurs effectifs. Si la pérennité de leur entreprise n'est pas encore en jeu selon elles (quoique 15% des entreprises interrogées s'inquiètent à ce sujet, malgré un solde d'opinion très largement positif), la trésorerie reste donc pour l'heure l'inquiétude majeure des entreprises de Travaux Publics de la région, face à des coûts de production qui ne cessent d'augmenter, de l'argent frais qui peine à remplir les caisses en raison de chantiers retardés et les échéances de remboursement des dettes cumulées pendant la crise Covid (PGE, cotisations) à honorer.

#### À mi-juillet 2022...



#### Part d'entreprises inquiètes ou très inquiètes...



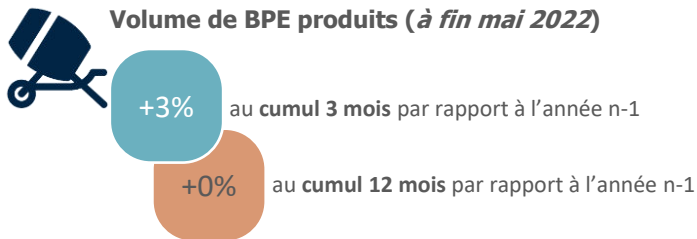
Source : enquête Flash CERC PACA sur la base de 26 répondants



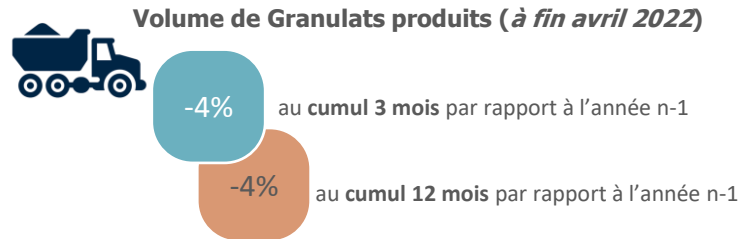
## La situation économique des entreprises de l'Industrie des Matériaux

### Léger coup de frein pour l'activité dans l'Industrie des Matériaux

Les difficultés rencontrées par les entreprises de la Construction dans la réalisation de leurs chantiers commencent à peser sur la demande en matériaux. Une enquête flash devrait être menée à la fin de l'été auprès des entreprises de l'Industrie des Matériaux pour mesurer l'impact terrain du contexte actuel.



Sur le marché du BPE, les livraisons restent positives ce printemps, portées par une activité encore robuste dans le Bâtiment : les volumes produits entre mars et mai 2022 dépassent de 3% le niveau du même trimestre de 2021, et la tendance est encore meilleure au cumul sur les cinq premiers mois de l'année (+4%). En revanche, le rythme est moins élevé sur 12 mois glissants (0%), témoignant d'une demande qui commence à se replier.

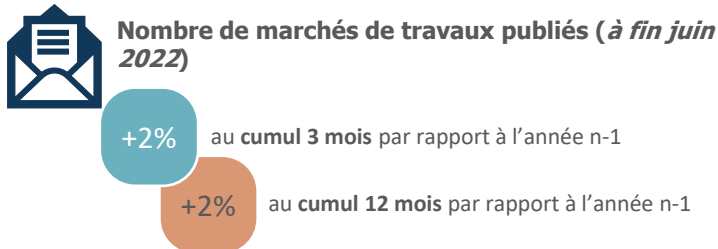


Le coup de frein est plus marqué sur le marché des granulats, puisque le niveau de production cède 4% à son niveau de l'année dernière au cumul depuis le début de l'année. Et sur 12 mois glissants, le retournement de tendance est déjà observé avec un volume de granulats produits qui perd 4% par rapport aux 12 mois précédents.

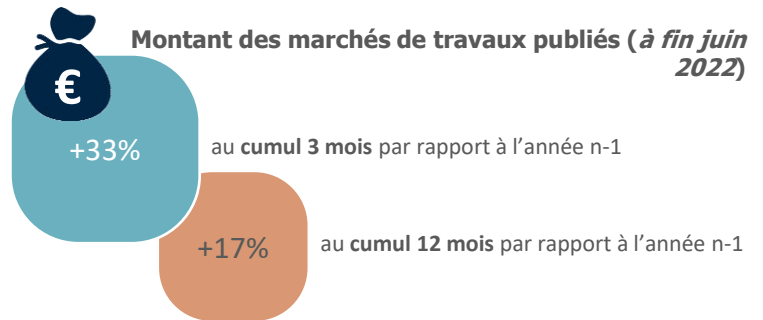


## La situation du côté des donneurs d'ordre

### La commande publique toujours atone



Le nombre de marchés publics de travaux publiés par les maîtres d'ouvrage de la région progresse très peu depuis deux ans et le premier confinement « Covid », s'affichant à des niveaux toujours très éloignés de ceux de 2019 (-25% de marchés publiés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2022). En revanche, dans le sillage d'une inflation galopante depuis plusieurs mois, l'enveloppe financière consacrée à la commande publique s'envole, atteignant des niveaux inédits depuis 2018 (plus de 4 Md€ de marchés publics publiés au cours du premier semestre 2022). Une enquête flash auprès des maîtres d'ouvrage publics de la région devrait être menée à la rentrée pour mesurer le « ressenti terrain » des donneurs d'ordre publics face au contexte actuel.

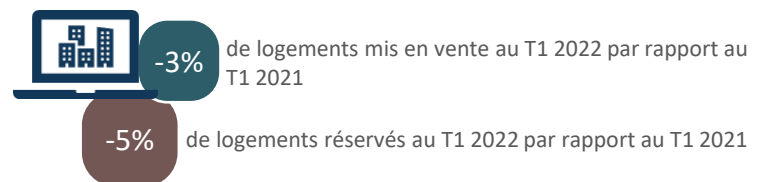


### La prudence et l'attentisme dominant dans l'immobilier

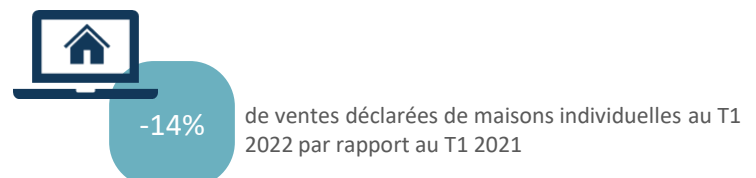
La situation se dégrade dans la promotion immobilière, tant du côté de l'offre que de la demande : au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les mises en vente de logements collectifs et individuels groupés neufs dévissent de -3%, enregistrant le niveau le plus bas de ces 5 dernières années pour un premier trimestre (hors 2020), et les réservations s'affichent en repli pour la première fois depuis fin 2020. Même topo du côté des maisons individuelles en secteur diffus, avec une chute de -14% des transactions au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

Si une multitude de facteurs peuvent expliquer ces décrochages (outre l'inflation galopante et les pénuries de matériaux, des nouveautés réglementaires – RE 2020, ZAN – ralentissent la prise de décision du côté de l'offre, alors que la perte de pouvoir d'achat, la hausse des taux d'intérêts et le resserrement des conditions d'octroi de crédits de la part des banques limitent les capacités d'achat du côté de la demande), force est de constater que les promoteurs comme les ménages adoptent une attitude plus prudente dans ce contexte incertain.

#### Promotion immobilière dans le collectif et l'individuel groupé



#### Vente de maisons individuelles en secteur diffus



## Entre adaptation et négociation avec les donneurs d'ordre, les entreprises de la Construction font face

Face à ce contexte géopolitique et économique inédit, le gouvernement a mis en place des mesures de soutien à l'Économie via un plan de résilience, dont certaines spécifiques à la filière Construction. Parmi celles-ci notamment, une circulaire relative à l'exécution des contrats dans la commande publique comme ceux de droit privé.

### Les mesures du plan de résilience

Le Gouvernement a présenté le 16 mars dernier un plan de résilience économique et social face aux conséquences de la guerre en Ukraine, dont des mesures ciblées pour le BTP :

- La réactivation des Cellules de Crise BTP départementales et la nomination d'un "référént résilience".
- L'accélération de la publication des Index du BTP, publiés depuis désormais 45 jours après la fin du mois, afin d'actualiser plus rapidement le prix des matières premières dans les contrats.
- La circulaire du 30 mars relative à l'exécution des contrats dans la commande publique donne consignes à l'application de la "théorie de l'imprévision" sur les marchés en cours, la modification des contrats en cours dès lors qu'elle est nécessaire à la poursuite de leur exécution, le gel des pénalités contractuelles face aux difficultés d'approvisionnement, l'insertion d'une clause de révision des prix dans tous les marchés à venir. La circulaire invite au traitement des difficultés analogues dans les contrats de droit privé.
- PGE Résilience : en complément du PGE Covid (disponible jusqu'au 30 juin 2022), les entreprises fortement affectées par les conséquences économiques de cette nouvelle crise peuvent bénéficier de ce nouveau dispositif couvrant jusqu'à 15% de leur CA annuel moyen.
- Le décret du 5 avril 2022 précise les modalités de l'aide exceptionnelle aux TPE et PME de Travaux Publics (< 50M€). Le montant est égal à 0.125% du CA 2021 dans la limite de 200K€.
- Les dispositifs d'Activité Partielle de Droit Commun (APDC) et d'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) mis en place durant la crise Covid restent applicables pour des entreprises dont l'activité serait temporairement ou durablement ralentie, y compris en cas de fermeture volontaire.

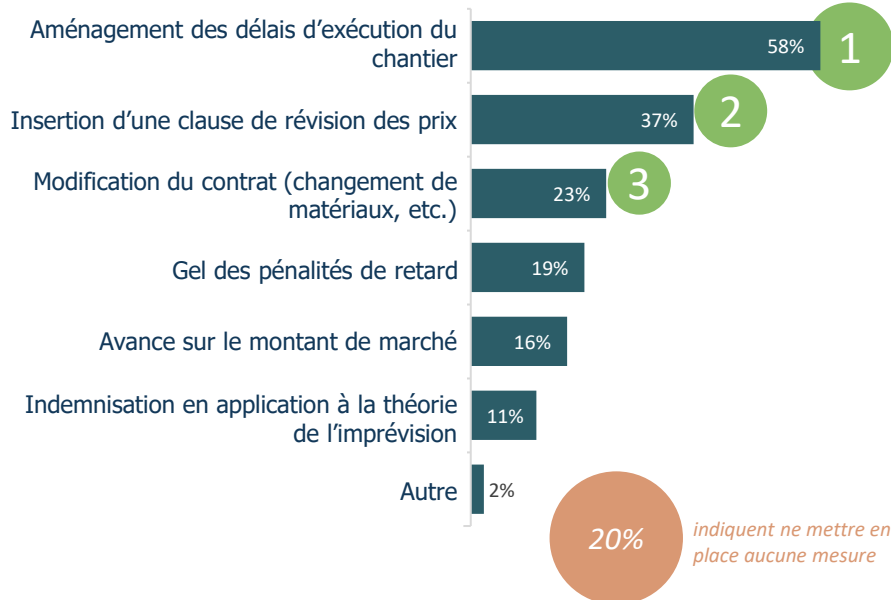
+ Remise carburant de 0.15€/l pour 6 mois, aides aux entreprises dont les achats d'énergie représentent au moins 3% du CA, Prêt Croissance Industrie rendu éligible aux entreprises de BTP, plan d'apurement des cotisations sociales et fiscales, etc.

- Les entreprises de la Construction interrogées dans notre enquête flash sont **80%**, parmi celles subissant des reports ou des arrêts de chantiers, à avoir trouvé des solutions avec leurs clients ou maîtres d'ouvrage pour faire face à ces difficultés. Parmi ces solutions, l'aménagement des délais d'exécution des chantiers revient le plus souvent (pour près de 60% des entreprises interrogées) puis vient la clause de révision des prix (pour un tiers des entreprises) et la modification des termes initiaux du contrat (pour un quart des entreprises). En revanche, la mise en place d'une indemnisation en application à la théorie de l'imprévision est une solution peu citée (seulement une entreprise sur dix).



« Face à ces problèmes d'approvisionnement et/ou de surcoûts, quelles mesures mettez-vous en place avec vos clients/maîtres d'ouvrage ? »

Pourcentage d'entreprises subissant des arrêts ou reports de chantiers ayant mis en place ces mesures avec leurs clients/maîtres d'ouvrage



- La grande majorité des entreprises n'ayant pas subi de reports ou d'arrêts de chantiers a tout de même trouvé des solutions avec leurs clients ou maîtres d'ouvrage pour permettre la bonne réalisation des chantiers. Là aussi, les mesures les plus citées sont l'aménagement des délais d'exécution des chantiers et la révision des prix. À noter que ces entreprises citent également l'absorption des surcoûts comme mesure mise en place pour finaliser leurs chantiers. **Adaptation et négociation avec les donneurs d'ordre** sont donc aujourd'hui les principaux mots d'ordre des acteurs de la Construction pour faire face aux difficultés actuelles.

### Zoom sur l'appareil de production en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Malgré les difficultés actuelles, le marché de l'emploi fait toujours preuve de résilience dans la filière Construction de la région : **l'emploi-salarié** progresse encore de +1,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, alors que **l'intérim** se maintient à son niveau de 2021. De même, rien n'apparaît du côté du **chômage partiel**, où les demandes d'autorisation préalables et les demandes d'indemnisation stagnent à un niveau très bas (respectivement 65 et 20 à fin mai 2022, plus bas niveau observé depuis le déclenchement de la crise sanitaire).

Si difficultés il y a sur le marché de l'emploi, elles se trouvent donc plutôt sur le manque de main d'œuvre que sur l'activité en elle-même ; pour preuve, les **demandeurs d'emploi** n'ont jamais été aussi peu nombreux dans la Construction que cette année. Les **déclarations préalables à l'embauche** marquent le pas au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 après une année 2021 historique, mais cela peut tout aussi bien s'expliquer par un besoin moindre que par un manque de candidats.

Concernant les **créations d'entreprises**, elles restent dynamiques ce début d'année (+4% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021). Les **défaillances d'entreprises** repartent quant à elles à la hausse (+12% ce trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021) avec la fin progressive des dispositifs de soutien déployés au cœur de la crise Covid, mais restent encore à un niveau bas.

## Un partage des efforts par l'ensemble de la filière Construction plus ou moins appliqué

Il a également été demandé aux entreprises interrogées dans notre enquête flash de noter le niveau d'effort sur le « partage des difficultés » de la part de leurs clients ou maîtres d'ouvrage et de leurs fournisseurs de matériaux.

« Aujourd'hui, comment noteriez-vous le niveau d'effort (sur le partage des surcoûts, la négociation des délais, la modification des contrats, l'insertion de clauses spécifiques dans les contrats, etc.) de ... ? »

○ Vos clients/maîtres d'ouvrage privés

↓ 2,13



○ Vos clients/maîtres d'ouvrage publics

↓ 2,14



○ Vos fournisseurs de matériaux

↓ 1,96



En moyenne, les entreprises notent le niveau d'effort sur le « partage des difficultés » de la part de leurs clients/maîtres d'ouvrage, publics comme privés, à **2,1/5**, soit une note légèrement inférieure à la moyenne. La note est sensiblement plus basse pour les fournisseurs de matériaux (**1,96/5**).

À noter que les entreprises de Travaux Publics ont tendance à donner une bien meilleure note à leurs clients ou maîtres d'ouvrage publics, qui représentent la majorité de leur activité, qu'à leurs clients ou maîtres d'ouvrage privés. De même, les entreprises de Gros Œuvre ont une meilleure appréciation de leurs clients/maîtres d'ouvrage publics que de leurs clients/maîtres d'ouvrage privés. À l'inverse, les entreprises du Second Œuvre, qui font affaire majoritairement avec des maîtres d'ouvrage ou des clients privés, donnent une meilleure note à ces derniers qu'à leurs clients/maîtres d'ouvrage publics.

Enfin, ce sont par les entreprises de Travaux Publics que les fournisseurs de matériaux sont les moins bien notés, et par le Second Œuvre qu'ils le sont le mieux.



## Comparaisons interdépartementales

(sur la base des répondants à l'enquête – Données brutes)

	Dépts. alpins (04-05)	06 – Alpes-Maritimes	13 – Bouches-du-Rhône	83 – Var	84 – Vaucluse	RÉGION
<b>Pourcentage d'entreprises ...</b>						
... rencontrant des reports ou arrêts de chantiers	57%	72%	76%	58%	64%	66%
... estimant le niveau actuel de leur carnet de commande inférieur à la normale	26%	44%	43%	27%	38%	37%
... estimant leur niveau de trésorerie difficile	30%	44%	41%	30%	45%	39%
... inquiètes pour leur niveau d'activité	37%	24%	22%	20%	29%	26%
... inquiètes pour le niveau de leur trésorerie	41%	48%	51%	28%	37%	41%
... inquiètes pour le maintien de leurs effectifs	43%	33%	24%	16%	26%	28%
... inquiètes pour la pérennité de leur entreprises	23%	24%	30%	8%	21%	21%
<b>Note des efforts de la part des ...</b>						
... clients/MO privés	1,9	2,1	2,1	2,4	2,1	2,1
... clients/MO publics	2,1	2,0	2,2	2,2	2,1	2,1
... fournisseurs de matériaux	1,8	2,0	1,5	2,2	2,2	2,0

## Méthodologie de l'enquête

Cette enquête a été réalisée entièrement en ligne du 1<sup>er</sup> juillet au 15 juillet 2022 auprès d'un échantillon d'entreprises de la Construction adhérentes aux fédérations départementales du Bâtiment et des Travaux Publics (FBTP) et de la CAPEB. Il s'agit d'une enquête flash auto-administrée. L'enquête a été diffusée par mail aux entreprises adhérentes.

**209 entreprises** ont répondu à l'enquête. Par département, la répartition des répondants est la suivante : 16 dans les Alpes-de-Haute-Provence, 14 dans les Hautes-Alpes, 46 dans les Alpes-Maritimes, 37 dans les Bouches-du-Rhône, 40 dans le Var et 56 dans le Vaucluse.

Les résultats d'enquête présentés ici sont des données brutes sans redressement. À noter que face à la faible base de réponse dans les départements alpins, les réponses de ces deux départements ont été fusionnées pour solidifier l'analyse.

### Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

- INSEE
- Banque de France
- Réseau des CERC – enquête entretien-rénovation
- SDES – Sit@del
- Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA
- Enquête trimestrielle FNTP/INSEE
- UNICEM
- Vecteur Plus
- ECLN et Markémétron
- ACOSS-URSSAF
- DARES
- Pôle emploi
- URSSAF

## Avec le concours des Membres de la CERC



Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

